

Mardi 25 avril 2023

Agnès Michelot reçoit les insignes d'officier dans l'Ordre National du Mérite à La Rochelle Université

Jeudi 27 avril à 19h, Agnès Michelot, enseignante-chercheuse à La Rochelle Université, recevra les insignes d'officier dans l'Ordre National du Mérite. C'est Isabelle Autissier, Présidente d'honneur du WWF France, Commandeure de la Légion d'Honneur qui lui remettra à la Faculté de Droit.

Cette distinction est attribuée à Agnès Michelot au titre des services de la première Ministre pour son action dans le domaine du droit de l'environnement comme vice-présidente et présidente d'honneur de la Société Française pour le Droit de l'Environnement (SFDE). Elle est chevalier de la légion d'honneur depuis 2018.

Agnès Michelot est enseignante-chercheuse habilitée à diriger les recherches au sein du laboratoire LIENSs de La Rochelle Université-CNRS et directrice de la Fédération de recherche en environnement et développement durable (FREDD) de La Rochelle Université-CNRS. Elle est également membre du Steering Committee de la Commission mondiale du droit de l'UICN, membre du conseil scientifique de l'Office Français de la Biodiversité, personnalité régionale qualifiée du comité consultatif pour la Recherche, le Développement et l'Innovation durables en Nouvelle-Aquitaine et membre du Conseil scientifique du Réseau régional de Nouvelle-Aquitaine sur la biodiversité (BIOSENA).

Elle participe pour la SFDE à l'Alliance Santé Biodiversité. Elle a été personnalité associée du Conseil économique, social, environnemental (CESE France), associée spéciale auprès de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR, Genève) pour le Programme de droit international de l'environnement. Responsable de missions d'expertise juridique pour les Programmes du Fonds Européen pour le Développement de la Commission Européenne dans le domaine de la protection des écosystèmes en Afrique de l'ouest.

Autrice de publications en droit de l'environnement et coordinatrice scientifique des ouvrages « *Équité et environnement ; Quel(s) modèles de justice environnemental ?* » en 2012 et « *La justice climatique : enjeux et perspectives* » en 2016 ; elle oriente ses travaux notamment sur la prise en considération par le droit des relations entre inégalités sociales et environnementales. Elle est co-rapporteuse avec Jean Jouzel, d'un avis du CESE voté en 2016 sur « *La justice climatique : enjeux et perspectives pour la France* » convergent avec l'avis adopté en 2017 par le Comité économique et social européen sur la justice climatique.

Plus récemment elle a co-dirigé le dictionnaire juridique du changement climatique paru en 2022. Ses travaux visent à faire reconnaître en droit international le principe de solidarité écologique et à intégrer en droit français un principe « une seule santé » considéré comme la reconnaissance de l'interconnexion complexe entre santé humaine, santé animale et qualité de l'environnement et donc de toutes les interdépendances entre les êtres vivants en lien avec le bon état de chacun.

Représentante de la SFDE dans l'Alliance Santé Biodiversité (réseau de 8 associations et fondations : Association Santé Environnement France, Fédération des syndicats vétérinaires de France, France Nature Environnement, Humanité et Biodiversité, SFDE, Fondation pour la Recherche sur l'Environnement, UICN Comité Français, Société Francophone de Santé Environnement SFSE), elle a piloté un projet de loi pour une seule santé porté par l'Alliance auprès du gouvernement et des parlementaires.